

PORT DU TABLIER À L'ÉCOLE

Pour ou contre ?

Benbouzid a annoncé la couleur : à la prochaine rentrée scolaire, les filles porteront des tabliers roses ou blanc, selon les cycles d'enseignement, et les garçons devront porter des blouses bleues. Une première en Algérie, qui ne fait pas l'unanimité. Un débat auquel n'ont pas échappé les pays qui ont de longues traditions en la matière.

Nawal Imès - Alger (Le Soir) - Officiellement, cette décision «participe aussi bien d'une préoccupation organisationnelle que de celle visant une plus grande intégration de l'élève à la vie scolaire». Ce que ne dit pas clairement la tutelle, c'est que derrière cette décision d'uniformisation, se profile une volonté de mettre sur un pied d'égalité tous les élèves, quel que soit le niveau social de leurs parents. Un projet qui divise parents et famille de l'éducation. Comme sous d'autres cieux, cette mesure est saluée par certains et décriée par d'autres.

Les adeptes de l'uniformisation de la blouse expliquent que, grâce à cela, les enfants seront tous égaux. Finies les exhibitions dans les cours de récréation. Finis le diktat des marques ou les défilés des fashion victimes.

Les parents les plus démunis n'auront, grâce à cette mesure, plus à rougir de la tenue vestimentaire de leur progéniture. La standardisation serait, donc, une manière de faire tomber les barrières sociales à l'intérieur des établissements scolaires.

Un leurre, répondent ceux qui voient en ce type de mesure une simple hypocrisie puisqu'il ne sert à rien de faire croire aux enfants que tous les gens sont égaux. Même dans les pays anglo-saxons qui ont adopté l'uniforme depuis de très longues années, l'unanimité est loin d'être acquise. Le débat se situe autour de la question de la perception du monde par les enfants. A quoi cela

sert-il de faire grandir des enfants en leur inculquant des valeurs qui sont loin d'être en adéquation avec la réalité ? Et puis, disent les détracteurs de l'uniforme, les disparités, même si elles disparaissent au niveau du tablier, resteront toujours visibles à d'autres niveaux.

Cela, sans compter que l'école est un lieu de socialisation où les enfants doivent faire leurs armes, pour mieux affronter la vie. Et ce n'est certainement pas en leur faisant accroire que la société est un lieu où les inégalités n'existent pas qu'on leur rendrait service.



Tous les élèves sur un pied d'égalité.

Au lieu de leur imposer ce type de regard uniformisé, estiment les détracteurs de l'uniforme, les enfants gagneraient à apprendre la tolérance et

l'acceptation de l'autre.

On ne se protège pas de l'autre en se cachant derrière un même uniforme. L'idéal serait d'apprendre à vivre les uns

avec les autres, avec les différences de tous types.

Une école peut-elle être construite sur le seul modèle de la classe moyenne, au nom des

valeurs universelles égalitaires, au détriment de ceux qui refuseraient de s'y conformer ? C'est toute la question que pose une telle décision... **N. I.**

EXAMEN DU BEM ET PASSAGE EN 1^{re} AS

Un taux de 75% de réussite attendu à l'horizon 2014

Les résultats des examens de fin de cycles primaire et moyen pour l'année scolaire 2008/2009 sont jugés particulièrement positifs par le ministère de l'Education nationale. Ceci avec comme objectif, à moyen terme, d'atteindre un taux de réussite de 75% pour l'examen de fin de cycle moyen à l'horizon 2014

F-Zohra B. - Alger (Le Soir) - Le taux d'admission en première année moyenne est ainsi estimé à 83,98%, soit un accroissement de près de 5 points par rapport à celui de la première session de l'année 2008, qui était de 78,35%, selon les statistiques annoncées hier par le ministère de l'Education nationale lors d'une conférence de presse. Ils étaient 635 000 candidats à passer l'examen de la fin de cycle primaire.

Par ailleurs, et pour les élèves non admis en première année moyenne à l'issue de la première session, la deuxième session se déroule aujourd'hui. Les élèves concernés ont ainsi bénéficié,

durant le mois de juin, de séances de soutien pédagogiques encadrées par des enseignants sélectionnés à cet effet.

Pour ce qui est des résultats obtenus, explique M. Abbassi, directeur de l'enseignement fondamental au ministère de l'Education nationale, ils sont jugés appréciables et les directions de l'éducation au niveau de l'ensemble des wilayas ont enregistré une amélioration dans les résultats.

Ainsi, 8 wilayas ont obtenu une différence de plus de 15 par rapport au pourcentage enregistré l'année passée. Il s'agit, notamment, des wilayas de Tlemcen, Boumerdès, et

Tindouf. Pour ce qui est du brevet d'enseignement moyen, il a été enregistré un taux de 70% de réussite, entre le passage et le BEM. Ce taux passerait, cependant, à 75,54 % si le rachat était de 9 sur 20 et à 88,06% si le rachat était de 8 sur 20.

Pour ce qui est du taux de réussite à l'examen du BEM, il est de 58,68% pour les candidats scolarisés et 53,28 % pour les établissements privés. Concernant les mentions, 959 candidats ont réussi l'examen avec mention excellent.

La wilaya de Batna vient en tête, avec 69 élèves qui ont réussi leur examen avec mention excellent, Tlemcen avec 59 élèves, Sétif 58 et Constantine 45 élèves.

Toutefois, explique M. Abbassi, à la wilaya de Djelfa, où des résultats médiocres sont enregistrés chaque année, aucune amélioration n'a été

observée suite aux examens de fin d'année. L'amélioration des résultats est notamment imputable, selon le ministère de l'Education, aux opérations de recrutement et de perfectionnement des enseignants. Cette opération, qui a débuté depuis l'année 2005, a permis à 80 000 enseignants licenciés d'encadrer les élèves du niveau primaire. «Il s'agit, aussi, de la mise en place de manuels scolaires répondant aux normes de qualité universelle», souligne M. Boubekeur Salim, directeur de l'enseignement secondaire au ministère de l'Education nationale.

Le suivi de l'application des programmes sera, par ailleurs, généralisé à tous les niveaux d'enseignement alors qu'il ne concernait que les classes d'examen, expliquent les intervenants.

F-Z. B.

COORDINATION NATIONALE DES SECTIONS CNES

Les enseignants poursuivent leur bras de fer

Plus de 1 100 enseignants de différents établissements universitaires du territoire national ont signé une pétition, demandant la réhabilitation du D Ahmed Rouadja, de l'Université de M'sila.

Cette liste, qui reste ouverte selon Kaddour Chouicha, président de la Coordination nationale des sections Cnes, devait être remise dimanche dernier au ministre ou à un responsable du ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, mais c'était peine perdue.

La délégation qui s'est déplacée au siège dudit ministère s'est heurtée à un refus de la part des autorités concernées. Kaddour Chouicha, indigné, stigmatise «cette attitude qui n'honore en rien l'administration ministérielle».

Tout au contraire, soutient-il, «elle renforce notre démarche et notre objectif qui sont d'arriver à

une gestion démocratique de l'université avec la participation de toute la communauté universitaire, en général, et de celle des enseignants, en particulier».

La coordination nationale des sections Cnes se dit, dans un communiqué, «consciente des défis imposés à l'université algérienne». Elle refuse, ainsi, «de se laisser entraîner dans une polémique stérile, alimentée et attisée par l'administration».

L'entité demande aux enseignants de continuer à faire signer

la pétition car, «au-delà du cas de notre collègue A. Rouadja, nombreux sont nos collègues indûment sanctionnés», ajoute le premier responsable de la coordination nationale des sections Cnes.

Afin d'aboutir à une union espérée par la majorité des enseignants, la coordination nationale s'engage à «tout mettre en œuvre pour apaiser les rancœurs au sein du Cnes».

Et de rappeler sa décision d'élaborer le «livre blanc» sur l'université algérienne. Ce dernier

permettra de montrer «l'autoritarisme et l'arbitraire qui règnent au sein de l'université algérienne», rapporte le communiqué, «des cas concrets y seront développés ainsi que la description du harcèlement administratif et judiciaire dont sont victimes ceux qui revendiquent l'application de la réglementation. Ceci dit, tout le monde sera mis devant ses responsabilités», conclut le communiqué. Enfin, la coordination nationale a décidé de tenir une réunion le 9 juillet prochain. **Rym Nasri**